



La situation est très tendue en France en cette période pré-électorale



Par Guillermo Alvarado

Alors qu'il manque 80 jours pour le premier tour des élections présidentielles et législatives en France, de nombreux scandales et d'autres événements sont à l'origine d'une ambiance de tension qui engendre des changements dans les intentions de vote.

François Fillon, vainqueur aux primaires du Parti Conservateur Les Républicains, qui était jusqu'à il y a quelques jours, le favori pour s'imposer au premier tour et passer au second tour de mai, a vu sa cote de popularité chuter brusquement suite aux révélations selon lesquelles il aurait pu bénéficier sa femme et ses enfants par la signature de contrats fictifs lorsqu'il était député à l'Assemblée Nationale.

Fillon a été le premier ministre du gouvernement de Nicolas Sarkozy, entre 2007 et 2012. Durant ce temps sa figure s'est renforcée à tel point qu'il a laissé derrière l'ex-chef d'état et l'ancien ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé.

Cependant, la révélation selon laquelle sa femme Penelope Fillon, aurait obtenu 600 000 Euros pour plusieurs contrats à l'Assemblée Nationale, alors qu'il n'y a pas la moindre preuve des travaux qui y auraient été réalisés, a terni son image de marque.

Il a été connu aussi que les deux enfants du candidat à l'Élysée, auraient été engagés comme assessesurs, alors qu'ils étaient étudiants.



Les choses se sont davantage compliquées pour Les Républicains suite à l'annonce que Sarkozy, le fondateur de ce parti, va être jugé pour un présumé financement illégal de sa campagne électorale en 2012, lorsqu'il a été battu par François Hollande.

Une plainte selon laquelle, le parti de l'ancien président a falsifié des factures pour cacher la violation du plafond de dépenses de la campagne électorale d'il y a 5 ans, avait été présentée en 2014, mais ce n'est que maintenant qu'un tribunal a décidé que Sarkozy doit être jugé pour cette affaire. On a su qu'il pourrait être envoyé en prison pour un délai d'un an.

Dans ce contexte déjà assez tendu, des émeutes ont éclaté, depuis plusieurs jours en banlieue parisienne, pour protester contre la violente interpellation et le viol avec une matraque d'un jeune noir à Aulnay-sous-Bois, durant un contrôle anti-drogues. Le jeune a dû être hospitalisé et opéré.

Pour essayer de calmer les violences, le président Hollande a rendu visite à la victime et à ses proches dans l'hôpital où il se remet. Le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, de son côté, a promis de sanctions sévères contre les agents si les faits sont prouvés.

Entre temps, Marine Le Pen, du Front National, parti d'extrême droite, continue de monter dans les intentions de vote. Elle est la favorite pour gagner le premier tour le 23 avril.

La seconde place serait occupée par l'ex-ministre de l'Économie, un ancien membre du Parti Socialiste Emmanuel Macron, qui a quitté le gouvernement Hollande et le PS pour former son propre parti qu'il a baptisé En Marche, dont le profil est de centre droite, ce qui le rapproche plus des Républicains que des Socialistes-

La grande question est que feront les autres forces politiques françaises de gauche, de centre et de droite lors d'un hypothétique second tour entre Le Pen et Macron. Il y aura suffisamment de bon sens pour éviter l'arrivée au pouvoir en France d'un gouvernement d'extrême droite, qui propose un nationalisme à outrance, la xénophobie et l'anti européisme comme programme?